

ASSEMBLÉE NATIONALE

12 janvier 2023

PORTANT AMÉLIORATION DE L'ACCÈS AUX SOINS PAR LA CONFIANCE AUX
PROFESSIONNELS DE SANTÉ - (N° 680)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 358

présenté par

Mme Amiot, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, Mme Éliisa Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terre noir, Mme Taurine, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter

ARTICLE PREMIER

Substituer aux alinéas 4 à 6 les deux alinéas suivants :

« Art. L. 4301-2. – I. – Les infirmiers en pratique avancée peuvent délivrer en accès direct des soins primaires définis par des protocoles de collaboration, dans le cadre des structures d'exercice coordonné mentionnées aux articles L. 1411-11-1, L. 1434-12, L. 6323-1 et L. 6323-3. Un compte rendu des soins réalisés par l'infirmier en pratique avancée est systématiquement adressé au médecin traitant et reporté dans le dossier médical partagé.

« II. – Un décret, pris après avis de la Haute Autorité de santé, détermine les modalités de mise en œuvre des dispositions mentionnées au I. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

"Par cet amendement, nous proposons que les infirmiers en pratique avancée puissent délivrer en accès direct des soins primaires définis par des protocoles de collaboration, dans le cadre des structures d'exercice coordonné.

Les infirmiers en pratique avancée, dans l'exercice de leur nouvelle profession, peinent à trouver leur place dans le système de santé. En cause, un flou qui entoure encore leurs missions, mal connues des autres professionnels de santé. Toutefois, il ne faut pas voir en les IPA une solution aux problématiques de démographie médicale et à la pénurie de praticiens, ce qui pourrait nuire à leur légitimité : la priorité est donc à la définition claire du rôle et des missions de l'IPA, à la mise en place de modèles économiques et de collaboration avec les autres professionnels de santé pertinents. Les protocoles de collaboration autorisent, à titre dérogatoire et sous couvert d'un contrat, un «délégué » à effectuer des actes ou activités de soins qui ne lui sont normalement pas autorisés. Nous proposons que cela soit fait dans un cadre législatif cohérent et coordonné afin de réduire les inégalités sociales de santé, favoriser l'éducation à la santé, la prévention et la promotion de la santé, sans se substituer aux médecins qui doivent demeurer centraux dans l'accès aux soins.

"